

La responsabilité politique de la sélection des immigrants

LAURENCE MONNOT, *La politique de sélection des immigrants du Québec. Un modèle enviable en péril*, Montréal, Hurtubise, collection Les cahiers du Québec, 2012, 220 pages

Martin Pâquet

Volume 7, numéro 3, été 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/69500ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pâquet, M. (2013). Compte rendu de [La responsabilité politique de la sélection des immigrants / LAURENCE MONNOT, *La politique de sélection des immigrants du Québec. Un modèle enviable en péril*, Montréal, Hurtubise, collection Les cahiers du Québec, 2012, 220 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 7(3), 11–12.

LA RESPONSABILITÉ POLITIQUE DE LA SÉLECTION DES IMMIGRANTS

Martin Pâquet

LAURENCE MONNOT
**LA POLITIQUE DE SÉLECTION
DES IMMIGRANTS DU
QUÉBEC. UN MODÈLE
ENVIABLE EN PÉRIL**

Montréal, Hurtubise, collection Les cahiers du Québec, 2012, 220 pages

De manière régulière, les questions relatives aux mouvements migratoires font la première page des médias, souvent sous le signe de l'inquiétude et de la confusion. Le nombre d'immigrants serait trop élevé; ces derniers ne seraient pas capables de trouver un emploi ou, au contraire, prendraient ceux des natifs; par leurs valeurs qui les rendraient inassimilables, les nouveaux arrivants seraient incapables de s'intégrer à la vie de la société d'accueil. Dès lors, des voix s'élèvent, souvent de façon paradoxale, pour interpeller l'État québécois: d'une part, elles exigent un contrôle plus étroit des flux migratoires en fonction des traits caractéristiques de la société d'accueil, et d'autre part elles refusent implicitement que l'État consacre de ses revenus à cette tâche, déficit zéro et austérité budgétaire obligent.

Ces paradoxes animent la politique de sélection des immigrants du Québec, politique à laquelle la journaliste Laurence Monnot s'intéresse dans ce récent ouvrage. Dans quatorze courts chapitres, Laurence Monnot présente les tenants et aboutissants de cette politique. Après un trop bref survol historique des mouvements migratoires depuis la Nouvelle-France, elle expose l'action du ministère québécois en cette matière, délimitant ses compétences qui lui sont dévolues par la Constitution et ses maigres ressources pour l'exercice de sa mission. À partir des statistiques sur les volumes d'immigration, elle montre ensuite les objectifs de la politique québécoise eu égard à ceux de l'État fédéral en matière d'immigration économique, ainsi que les moyens relevant de la planification et de l'affectation des ressources, moyens en œuvre en ce qui touche notamment à la promotion. Laurence Monnot explore ensuite les arcanes de la sélection proprement dite, sélection qui vise surtout les travailleurs qualifiés et qui doit tenir compte des programmes canadiens de demande de la main d'œuvre. Enfin, elle souligne la faiblesse de l'action du ministère québécois sous les mandats de Jean Charest: pusillanime dans ce domaine et ayant des velléités d'arrimage avec l'État fédéral, le gouvernement libéral n'a guère donné d'orientation à la politique de sélection, l'abandonnant quelque peu à elle-même.

La politique de sélection des immigrants du Québec rappelle une évidence rapidement oubliée par les décideurs: depuis l'ère moderne, l'une des compétences régaliennes de l'État est celle du contrôle des flux humains sur son territoire. Certes, le Québec n'est pas un État souverain: il ne peut pas imposer de visa pour les ressortissants étrangers et déterminer leur statut. Toutefois, depuis les accords Couture-Cullen de 1978 et Gagnon-Tremblay-McDougall de 1991, l'État québécois peut librement exercer ses compétences constitutionnelles en la matière: avec son article 93, la *Loi constitutionnelle de 1867* stipule que l'immigration est une compétence partagée entre les deux ordres de gouvernement. À cette aune, le premier constat qui se dégage de la lecture de l'ouvrage de Laurence Monnot est celui d'un refus des responsabilités et d'une démission des décideurs de l'État québécois dans ce domaine.

Ici, l'historien traduit un peu sa frustration en ce qui concerne la saisie de cette variable temporelle: la politique québécoise en matière d'immigration naît *ex nihilo* avec la Révolution tranquille – alors que ce n'est pas le cas, puisque le Québec intervient dans ce domaine dès 1867 (voir *Tracer les marges de la Cité, Montréal, Boréal, 2005*) – et ses perspectives d'avenir n'apparaissent pas nettement

Bien que la sélection des immigrants relève du devoir de l'État, les différents gouvernements en ont une conception plus ou moins affirmée. Certes, des responsables volontaires et convaincus de leur mission tels que Jacques Couture et Gérard Godin ont su imprimer une orientation de la politique ministérielle. Néanmoins, les budgets du ministère de l'Immigration sont faméliques et les mesures d'austérité ont de graves conséquences, comme ce fut le cas avec l'abolition des COFIs sous André Boisclair. De plus, pas moins de 25 ministres ont eu la responsabilité de l'Immigration depuis la création du ministère en 1968. Comme le rappelle l'auteure, «exprimer l'espoir que le nouveau ministre restera assez longtemps en fonction pour voir sa photo accrochée dans le grand hall de l'édifice de la rue McGill à Montréal est une plaisanterie qui court» (p. 102). Sans compter que ce ministère est considéré souvent comme un strapontin pour députés aux qualifications discutables,



à l'instar de Louise Robic, Sylvain Simard, Yolande James ou Kathleen Weil.

Autre pièce à ajouter à l'actif de cet ouvrage: il signale aussi la grande complexité des questions migratoires et de leur gestion par l'État. Trop souvent, l'image de la régulation des flux migratoires est celle du robinet: on l'ouvre ou on le ferme selon les besoins de la société d'accueil. La réalité est très éloignée de cette image d'Épinal. Une politique de sélection doit tenir ainsi compte de multiples variables qui jouent sur plusieurs plans. L'État, comme garant du bien commun, poursuit des priorités qui vont de l'économie et de l'emploi à celles de la langue publique et de la culture commune de la société, en passant par la sécurité et l'ordre public. L'immigrant, comme sujet de droit, doit être sélectionné en fonction de son adaptabilité à son nouveau milieu, mais aussi en ce qui relève du respect de sa dignité humaine. Le Québec fait aussi partie d'un régime fédéral: il doit composer avec d'autres acteurs dont le moindre n'est pas Ottawa. De plus, le régime juridique supranational et les incidences de la conjoncture internationale imposent leurs règles et influent sur la mobilité des êtres humains. L'ouvrage de Laurence Monnot note cette complexité, qui apparaît aussi au regard de la comparaison avec d'autres pays, dont l'Australie, le Royaume-Uni, la France et les États-Unis.

Enfin, une politique n'est pas seulement une affaire de choix. Elle est aussi une gestion du temps. *La politique de sélection des immigrants du Québec* montre bien ces choix, en privilégiant surtout les critères de l'employabilité et de l'intégration socio-économique comme pièces d'assise de la politique québécoise. Toutefois, à l'instar de cette même politique, l'ouvrage a quelques difficultés avec la variable temporelle. Pour être efficace, une politique ne peut pas se cantonner à l'actuel: elle doit connaître les expériences antérieures et se projeter dans l'avenir en planifiant l'action de l'État. Ici, l'historien traduit un peu sa frustration en

suite de la page 11

ce qui concerne la saisie de cette variable temporelle: la politique québécoise en matière d'immigration naît *ex nihilo* avec la Révolution tranquille – alors que ce n'est pas le cas, puisque le Québec intervient dans ce domaine dès 1867 (voir *Tracer les marges de la Cité*, Montréal, Boréal, 2005) – et ses perspectives d'avenir n'apparaissent pas nettement sauf sous la forme de vœux pieux et d'une inquiétude sourde pour la pérennité du modèle québécois (p. 209-211). À la décharge de l'auteure, notons que son ouvrage répond à l'actualité et à une forte

demande sociale à la suite de la commission Bouchard-Taylor. De plus, à l'instar de tout essai de prospective, il est aussi ardu de cerner des tendances lourdes qui s'inscrivent dans la durée.

L'ouvrage remplit bien son rôle: bien écrit, il offre une introduction compréhensive aux enjeux et défis de la politique de sélection de l'immigration au Québec. *La politique de sélection des immigrants du Québec* constitue donc un vade-mecum pratique, bien documenté et intelligemment mené, sur l'une des missions fondamentales de l'État au Québec. ❖

DOMINIC BOISVERT

ROMPRE! LE CRI DES «INDIGNÉS»

Montréal, Écosociété, collection «Résilience», 2012, 107 pages

Dans ce court livre, qui fait un peu plus de 100 pages, Dominic Boisvert souhaite remettre en question le discours dominant. Inscrivant sa réflexion dans la perspective ouverte il y a une quinzaine d'années par l'altermondialisme et poursuivit plus récemment par les «indignés», ils abordent les thèmes chers à la critique sociale contemporaine: l'individualisme, le culte de l'argent, de la vitesse, de la technologie, la dégradation de l'environnement, le patriarcat et les guerres. Bien que son travail fasse directement écho aux revendications du mouvement «Nous sommes les 99%», il ne souhaite toutefois pas s'en faire le porte-parole. Il espère plutôt que sa réflexion, qui prend la forme de questions/réponses, donne lieu à une plus forte mobilisation. Malgré sa charge parfois virulente contre le système actuel – charge qui se manifeste par le choix même du titre de l'ouvrage: *Rompre!* –, Boisvert insiste néanmoins et de manière pour le moins paradoxal sur l'importance d'agir avec prudence et modération. Il refuse en effet que sa critique conduise à une rupture radicale de l'ordre établi. Hurlez notre désespoir à pleins poumons, mais faisons preuve de retenue. Tel est résumé l'esprit qui habite ce livre.

L'ouvrage est divisé en quatre chapitres dans lequel l'auteur i) passe en revue les sources du pouvoir («Rompre!»); ii) identifie ce avec quoi la rupture est nécessaire («Rompre avec»); iii) explique pourquoi il est aujourd'hui nécessaire, bien que «nous sommes confrontés à des défis sans précédent, qui exigent des transformations radicales de nos façons de penser, de vivre et de faire» (p. 11), d'agir avec circonspection («Oui, mais...»); et iv) dresse une liste des gestes devant être posés («Que faire?»).

Dans le premier chapitre, il revient sur les sources du pouvoir et suit les traces de La Boétie avec la «servitude volontaire». Il soutient que les puissants peuvent conserver leurs privilèges uniquement s'ils obtiennent le consentement d'une majorité. Il s'agirait ainsi que l'on retire ce soutien pour que s'écroule leur château de cartes. Il critique l'autorité des «experts» et de «spécialistes» dont certains seraient à la solde du capital. Il explique enfin qu'aveuglés par le confort de la vie moderne et des bénéfices dont nous, citoyens des pays du Nord, tirons de l'exploitation des pays du Sud, nous nous trouvons à «alimenter la bête qui nous dévore» (p. 21). Voilà pourquoi nous sommes si passifs et accordons-nous un libre consentement aux puissants.

Dans le deuxième chapitre, il réfléchit à la nature de la rupture à venir. Comment passer à l'acte? Il désire briser les racines du pouvoir établi, soit avec l'argent, la surconsommation, les technologies, l'informatique et Internet, la vitesse et la guerre.

Dans le troisième chapitre, malgré la sévérité de sa critique, il recommande d'agir avec circonspection. Se refusant tout rôle d'idéologue, il ne propose aucune révolution. Faisant preuve de nuance, il insiste sur le fait que l'histoire nous a montré que même les meilleurs gestes entraînent souvent des effets secondaires et pervers. Opposer l'individu au collectif peut par exemple évoluer vers l'autoritarisme. Malgré ces réserves importantes, il espère que sa réflexion contribue à donner corps à une nouvelle utopie. Dans un message d'espoir, il appelle à «se remettre à croire, à rêver, à s'imaginer, à considérer l'impossible!» (p. 84).

Dans le dernier chapitre, il propose des pistes d'action surtout inspirées de la philosophie de la simplicité volontaire tout en soulignant avec force qu'il ne faut pas «repartir à zéro». L'on doit tirer parti des expériences militantes passées. Le livre contient une courte bibliographie des quelques ouvrages cités qui permettent d'aborder certains thèmes plus en profondeur.

Ce livre invite deux principaux commentaires. Boisvert prêche d'abord à des convertis. En général, sa critique est juste et il réussit à cerner dans les grandes lignes les problèmes urgents à résoudre dans la société actuelle. Toutefois, il ne propose aucune nouvelle analyse qui pourrait avoir un effet incitatif sur la mobilisation. Il cherche même volontairement à éviter d'approfondir certaines questions préférant laisser ce travail à d'autres auteurs. Il désapprouve par exemple en quelques phrases à peine l'idée selon laquelle la technologie moderne serait capable de surmonter tous les défis, alors que ce sujet aurait facilement pu faire l'objet d'un chapitre entier. Cette critique se trouve d'ailleurs au cœur des débats courants au sujet du réchauffement climatique.

Ensuite, l'ouvrage manque quelque peu de profondeur politique et idéologique. Malgré le ton acerbe, ce livre ne doit conduire à aucun changement brusque et violent des structures sociales et politiques. Les problèmes actuels concernent des anomalies dans un système – soit la démocratie libérale et l'économie de marché – qui prise dans son ensemble lui apparaît légitime. Ainsi, sa réflexion et son appel à l'engagement sont en quelque sorte extérieurs à la politique. À l'image de l'altermondialisme et des indignés, il ne propose aucune analyse systématique et sa critique ne doit entraîner aucun débouché politique.

Alors qu'il s'«indigne» par exemple de la très mauvaise répartition de la richesse, il ne cherche pas à déchiffrer le système implacable de la consommation individuelle et de la quête effrénée de gratification qu'offre le capitalisme dématérialisé, financiarisé et ludique qui permet l'acceptation sociale des disparités de richesses, car elles sont vécues, d'une certaine façon, sous le mode d'une loterie. Notre tour viendra bien un jour. Il aurait, j'estime, été préférable qu'il replace sa critique dans une double perspective politique et idéologique. Sur quelle conception du monde devrait s'appuyer sa critique et vers quel programme politique cette dernière devrait-elle aboutir?

Pour terminer, je dirais que l'approche de Boisvert est assez symptomatique du militantisme contemporain. Contrairement au féminisme des années 1960 par exemple où les militants ont réussi le tour de force de politiser la question du rapport homme femme, les militants d'aujourd'hui refusent en bonne partie d'envisager les problèmes sociaux du capitalisme en particulier sous l'angle politique. C'est pourtant sa politisation qui a assuré le succès du mouvement politique du féminisme. Ils devraient ainsi s'en inspirer.

Ian Parenteau

Dominique Boisvert

Rompre!

Le cri des indignés

